

Ses chefs sont bannis ou emprisonnés. Toutes les lois sont violées contre lui, celles de l'État et celles de la plus élémentaire justice. Pour quelques poignées de mécontents, pour une insurrection que les ministres de Londres qualifiaient eux-mêmes de "bagatelle," on ne tient nul compte à la grande majorité du peuple, de sa réprobation de l'émeute, de ses protestations unanimes de loyauté au trône; mais, ce peuple, on le déclare déchu de son droit de vivre et l'on fixe froidement le jour de ses obsèques. La *Gazette* de Sherbrooke venait de protester contre le pouvoir d'impôt accordé par Lord Russell au Conseil spécial. La *Gazette* de Montréal, dont l'esprit ressuscite, sans transformation glorieuse, dans la feuille haineuse de ces derniers mois (*applaudissements*) — mais alors comme aujourd'hui portavoix mi-officiel du gouvernement, nous adressait cette riposte sans pitié: "Quant à ce que dit notre confrère de l'alarme des Canadiens-français à se voir taxés, cela n'importe aucunement. . . . Il ne leur sera imposé de taxes et de charges par le gouvernement impérial que pour améliorer leur déplorable situation actuelle; et qu'ils y consentent ou n'y consentent pas, leur approbation ou leur opposition est actuellement une affaire de nulle importance. . . . Le temps est venu où les usages aussi bien que les institutions de ce peuple doivent être régénérés; et qu'ils le veuillent ou non, il faut qu'ils se soumettent et qu'ils apprennent à devenir des sujets britanniques plus loyaux, plus industriels, plus intelligents qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent."

Un autre journal anglais, le *Morning Courier*, ne voit qu'un seul moyen de sauver nos meilleurs intérêts, et c'est de nous chasser de la vie politique par la suppression du droit de suffrage. "Nous avons déclaré à haute voix, veut-il bien nous dire le 26 août 1839, que les Français doivent être soumis à la dégradation politique; nous ne